

ASSEMBLÉE NATIONALE

2 novembre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-3792

présenté par

M. Walter, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Culture »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Patrimoines	0	0
Création	6 399 998	0
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	0	0
Soutien aux politiques du ministère de la culture	0	6 399 998
TOTAUX	6 399 998	6 399 998
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement le groupe LFI-NUPES souhaite soutenir les scènes de musiques actuelles et doubler leur plafonnement.

Le label Scène de musiques actuelles (SMAC) est un label national incluant 92 SMAC réparties sur l'ensemble du territoire. Selon le Syndicat des Musiques Actuelles (SMA), elles proposent près de 6000 représentations publiques et fédèrent presque deux millions de spectateurs chaque année.

Or, depuis 2017, le secteur des musiques actuelles fait face à des crises successives et multifactorielles : d'abord les attentats de 2015, puis la crise sanitaire et ses conséquences durables, puisque les salles de musiques actuelles ont été fermées le vendredi 13 mars 2020 et les concerts debout n'ont été à nouveau autorisés qu'à compter du 16 février 2022. A l'issue de cette crise sanitaire, le secteur fait face à une crise inflationniste. Celle-ci impacte les coûts de l'énergie (+100% en 2022), les salaires (+6,14% en moyenne), les coûts liés à la venue des artistes (+9% pour l'hôtellerie et la restauration), ceux des prestataires techniques et de sécurité. S'agissant des salaires, les minima conventionnels dans cette branche ont fait l'objet de plusieurs revalorisations en décembre 2021, juin 2022 et juin 2023. Ils ont ainsi augmenté de 6,14% en moyenne sur la période.

Cette importante hausse des charges pour les SMAC (de l'ordre de 15 à 20% selon les lieux) ne s'accompagne évidemment pas d'une hausse des ressources. Les subventions stagnent dans le meilleur des cas, voire baissent. Soit parce que les collectivités sont elles-mêmes confrontées à l'inflation soit pour des raisons politiques.

Pour tenter de répondre à ces augmentations de charges, les salles augmentent sensiblement leur part de recettes propres et notamment leurs tarifs de billetterie tout en gardant la volonté de rester accessibles économiquement, conformément au cahier des missions et des charges. Cela occasionne des dommages considérables, à la fois sur la préservation des diversités culturelles existantes mais aussi sur le développement des nouvelles esthétiques (et des futurs artistes). Il en résulte ainsi dans

le réseau des SMAC des licenciements économiques, le non-remplacement de salariés, des difficultés à recruter, l'arrêt de programmations, la diminution notoire de la prise de risques artistiques, la diminution du nombre de dates par saison, l'augmentation des tarifs, et inéluctablement des exercices 2023 en déficit, alors-même que leur part d'autofinancement s'est accrue significativement.

Par ailleurs, ces baisses budgétaires sont un obstacle à l'intégration de nouvelles salles qui remplissent toutes les conditions nécessaires à la labellisation. C'est le cas dans la circonscription des Alpes de Haute-Provence. Malgré le fait qu'il remplisse tous les critères et l'implication sans failles de son équipe, le « K'fé quoi » n'a toujours pas accès au label national SMAC dont l'attribution lui a été annoncée comme prochaine à de nombreuses reprises. À l'heure actuelle, il semble qu'il n'y ait plus qu'un seul obstacle à cette labélisation : le niveau de financement des collectivités locales, qui reste en dessous du plancher exigé, malgré les efforts consentis ces dernières années. En effet, les spécificités rurales du territoire des Alpes de Haute-Provence et la taille des communautés de communes ne leur permettent pas d'accorder des financements à la hauteur de leurs homologues des zones urbaines. À ce jour, aucune salle des Alpes du sud n'est titulaire du label SMAC. La DRAC PACA, qui considère pourtant que le « K'fé quoi » coche toutes les cases nécessaires à une labélisation, pose encore aujourd'hui des conditions de financement difficilement tenables par les collectivités locales. Outre que cela prive une salle unique dans les Alpes-de-Haute-Provence d'un label qu'elle mérite manifestement, cela provoque un sentiment d'injustice, en laissant penser que les territoires ruraux ne sont pas dignes d'une telle offre culturelle. Nous proposons donc d'augmenter la dotation de l'État en cette période de forte inflation. Selon le SMA, une dépense publique supplémentaire de l'ordre de 3 300 000 euros est nécessaire ainsi que le doublement du montant minimum attribué par bénéficiaire, actuellement de 96 000 euros, pour l'augmenter à 200 000 euros.

Cet amendement a été travaillé avec le Syndicat des Musiques Actuelles.

Pour respecter les règles de recevabilité financière, nous proposons dans cet amendement de transférer des crédits hors titre 2 de l'action 07 du programme 224 – Soutien aux politiques du ministère de la culture à hauteur de 6 399 998 d'euros en autorisation d'engagement et en crédits de paiement, vers l'action 01 du programme 131 - Création. Notre intention n'est pas de ponctionner le programme 224 et nous appelons le Gouvernement à lever ce gage.